

Rapport de gestion de

GOODFOOD MARKET CORP.

Périodes de 13 semaines et 26 semaines closes le 7 mars 2026

TABLE DES MATIÈRES

BASE DE PRÉSENTATION	3
FAITS SAILLANTS FINANCIERS	5
INFORMATION PROSPECTIVE	6
PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS	7
SURVOL DE LA SOCIÉTÉ	8
PERSPECTIVES FINANCIÈRES	9
APERÇU DE L'EXERCICE 2026	9
PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS – RAPPROCHEMENT	10
RÉSULTATS D'EXPLOITATION – DEUXIÈME TRIMESTRE DES EXERCICES 2026 ET 2025	13
RÉSULTATS D'EXPLOITATION – PÉRIODES CUMULÉES DE L'EXERCICE 2026 ET 2025	14
SITUATION FINANCIÈRE	15
SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	15
PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	20
TENDANCES ET CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS	21
GESTION DES RISQUES FINANCIERS	21
RISQUE D'ENTREPRISE	23
INSTRUMENTS FINANCIERS	23
PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	23
DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION	24
INFORMATION SECTORIELLE	24
POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDE	24
JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS	24
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	25

BASE DE PRÉSENTATION

Ce rapport de gestion a pour but d'aider les lecteurs à comprendre l'environnement commercial, les tendances et les changements importants dans les résultats d'exploitation et la situation financière de Goodfood Market Corp. et de ses filiales (la « **Société** » ou « **Goodfood** ») pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 7 mars 2026. Il doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de la période de 52 semaines close le 6 septembre 2025 et les états financiers consolidés résumés intermédiaires et les notes y afférentes des périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 7 mars 2026. Il y a aussi lieu de se reporter au communiqué de presse de Goodfood annonçant ses résultats des périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 7 mars 2026 qui a été publié le 21 avril 2026.

Les rapports trimestriels, le rapport annuel et la notice annuelle de la Société se trouvent sur SEDAR+ au www.sedarplus.ca et dans la section « Investisseurs – Information financière » de notre site Web : <https://www.makegoodfood.ca/fr/investisseurs>. Les communiqués de presse sont disponibles sur SEDAR et dans la section « Investisseurs – Communiqués de presse » de notre site Web.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (International Accounting Standard ou « **IAS** ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« **IASB** ») et l'information financière figurant dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour les périodes de 13 semaines closes le 7 mars 2026 et de 26 semaines ont été préparés en partant du principe que la Société poursuivra ses activités, ce qui suppose qu'elle sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs dans le cours normal de ses activités dans un avenir prévisible.

Au cours de la période de 13 semaines close le 7 mars 2026, la Société a enregistré une perte nette de 6,8 millions de dollars et a utilisé 2,4 millions de dollars de trésorerie au titre des activités d'exploitation. En outre, à la date de publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires, Goodfood évalue ses options concernant le règlement des Débentures convertibles arrivant à échéance le 31 mars 2027 (les « Débentures convertibles 2027 »). Si la Société ne modifie pas les conditions actuelles des Débentures convertibles 2027, un montant de 29,0 millions de dollars deviendra exigible le 31 mars 2027. Bien que la Société ait la possibilité de racheter ses 29 046 Débentures convertibles 2027 en Actions ordinaires à l'échéance ou avant celle-ci, le 31 mars 2027, à la date de publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires, la Société devrait émettre environ 151 millions d'actions ordinaires pour ce faire, sur la base du cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX pendant les 20 jours de bourse consécutifs se terminant le cinquième jour de bourse précédant la date de publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires. Étant donné que l'émission d'un tel nombre d'actions ordinaires pourrait nécessiter l'approbation des actionnaires dans certaines situations, la Société ne contrôle pas entièrement l'issue de l'exercice de son droit de rachat au moyen d'actions ordinaires et de l'évitement du remboursement en espèces des Débentures convertibles 2027.

La Société a eu recours à des financements externes pour financer ses activités d'exploitation par le passé, principalement par l'émission de titres de créance et de capitaux propres. Le plan d'affaires de la Société repose sur la génération de flux de trésorerie positifs, le soutien financier continu de ses actionnaires ou prêteurs, soit en modifiant les conditions actuelles des Débentures convertibles 2027, soit en rachetant les Débentures convertibles 2027 au moyen d'actions ordinaires et/ou en levant des fonds supplémentaires pour financer ses activités et rembourser ses engagements financiers au cours des douze prochains mois et au-delà. Bien que la Société ait réussi à obtenir des financements par le passé, la modification des conditions des Débentures convertibles 2027 et l'obtention de l'autorisation d'émettre des Actions ordinaires pour le rachat des Débentures convertibles 2027, le cas échéant, et/ou la levée de fonds supplémentaires dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il n'y a donc aucune garantie qu'elle sera en mesure de le faire à l'avenir. Si la Société n'est pas en mesure de réaliser ses revenus prévus et de générer des flux de trésorerie positifs provenant de ses activités d'exploitation, de modifier les conditions des Débentures convertibles 2027, d'obtenir l'approbation de l'émission d'actions ordinaires pour le rachat des Débentures convertibles 2027, le cas échéant, ou d'obtenir un financement supplémentaire suffisant, elle pourrait être contrainte de réduire ses activités

d'exploitation et de développement, ce qui pourrait nuire à ses activités, à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation.

En raison des facteurs décrits ci-dessus, la direction a conclu qu'il existe une incertitude matérielle qui peut jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, à réaliser ses actifs et à acquitter ses passifs et engagements dans le cours normal des affaires. Les états financiers consolidés ont été préparés selon le principe de la continuité d'exploitation et ne comprennent aucun ajustement quant aux montants et au classement des actifs et des passifs qui pourrait s'avérer nécessaire si la Société n'était pas en mesure de réaliser son plan et de poursuivre ses activités. Si l'hypothèse de continuité d'exploitation n'était pas appropriée pour ces états financiers, des ajustements seraient alors nécessaires à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux charges présentées et au classement des postes de l'état consolidé de la situation financière. Ces ajustements pourraient être significatifs.

Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent différer en raison de l'arrondissement.

Dans les présentes, les références à « nous », « notre », « Goodfood » et la « Société » renvoient à Goodfood Market Corp. et à ses filiales sur une base consolidée.

Pour déterminer si une information est importante, la direction se demande si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver les titres de la Société serait vraisemblablement influencée ou modifiée si cette information était omise ou présentée de façon inexacte, et elle communique les informations importantes en conséquence.

À moins d'indication contraire, les informations contenues dans le présent rapport de gestion sont à jour au 21 avril 2026.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Cette section présente un résumé de notre performance financière pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026 par rapport à la période correspondante de 2025. Nous présentons des paramètres afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris des paramètres qui ne sont pas reconnus selon les IFRS. Les définitions de ces mesures financières non conformes aux IFRS sont présentées à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion et constituent des paramètres importants à prendre en considération pour analyser notre performance. Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, selon le cas, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS – Rapprochement » du présent rapport de gestion.

FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2025

- Les ventes nettes s'élevaient à 22,5 millions de dollars, soit une baisse de 26 % par rapport aux 30,5 millions de dollars enregistrés au cours du même trimestre de l'année précédente.
- La marge brute¹ s'est établie à 30,6 %, soit une baisse de 12,0 points de pourcentage, et le bénéfice brut s'est élevé à 6,9 millions de dollars, soit une baisse de 6,1 millions de dollars ou de 47 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La perte nette s'est élevée à 6,8 millions de dollars, soit une augmentation de 4,4 millions de dollars par rapport à la perte nette de 2,4 millions de dollars enregistrée au même trimestre de l'année précédente.
- La marge du BAIIA ajusté² négative de 4,4 %, soit une baisse de 8,9 points de pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'exploitation se sont élevés à 2,4 millions de dollars, contre 1,2 million de dollars, soit une augmentation de 1,3 million de dollars par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Les flux de trésorerie disponibles ajustés² ont diminué de 0,5 million de dollars, s'établissant à un montant négatif de 2,0 million de dollars par rapport à un montant négatif de 1,5 million de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le nombre de clients actifs² s'élevait à 59 000, contre 84 000 au même trimestre de l'année précédente.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2026 À CE JOUR PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2025 À CE JOUR

- Les ventes nettes s'élevaient à 50,0 millions de dollars, soit une baisse de 23 % par rapport aux 65,2 millions de dollars enregistrés au cours de la même période l'année dernière.
- La marge brute¹ s'est établie à 37,1 %, soit une baisse de 3,9 points de pourcentage, et le bénéfice brut s'est élevé à 18,5 millions de dollars, en baisse de 8,2 millions de dollars, soit 31 %, par rapport à la même période de l'année précédente.
- La perte nette s'est élevée à 9,4 millions de dollars, soit une augmentation de 5,3 millions de dollars par rapport à la perte nette de 4,1 millions de dollars enregistrée au cours de la même période l'année dernière.
- La marge du BAIIA ajusté² s'est établie à 0,1 %, soit une baisse de 4,5 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente.
- Les flux de trésorerie nets utilisés dans les activités d'exploitation se sont élevés à 1,1 million de dollars, contre des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 1,0 million de dollars, soit une baisse de 2,1 millions de dollars par rapport à la même période de l'année précédente.
- Les flux de trésorerie disponibles ajustés² ont diminué de 1,2 million de dollars, s'établissant à un montant négatif de 0,8 million de dollars par rapport à un montant positif de 0,4 million de dollars à la même période de l'année précédente.

¹ La marge brute est définie comme le bénéfice brut divisé par les ventes nettes.

² Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion comporte des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada, y compris entre autres des informations sur nos objectifs et les stratégies que nous mettons en œuvre pour les réaliser, de même que des renseignements quant à nos croyances, nos plans, nos attentes, nos perspectives, nos hypothèses, nos estimations, et nos intentions, y compris, mais sans s'y limiter, les énoncés compris à la rubrique « Perspectives financières » du rapport de gestion. On reconnaît les déclarations prospectives à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « envisager », « prévoir », « croire » ou « poursuivre », ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, la formulation négative de ces mots et expressions, y compris des références à des hypothèses, bien que ce ne soit pas toutes les déclarations prospectives qui englobent ces mots et expressions. Les déclarations prospectives ont pour but d'aider le lecteur à comprendre la Société, ses activités, son exploitation, ses perspectives et les risques qu'elle court à un moment donné dans le contexte des tendances passées, de la conjoncture actuelle et d'événements futurs possibles; par conséquent, le lecteur est avisé que cette information pourrait ne pas se prêter à d'autres fins.

Les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et elles peuvent comporter un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont indépendants de notre volonté et qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont présentés dans de telles déclarations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs de risque suivants, dont il est question plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour la période de 52 semaines close le 6 septembre 2025 disponible sur le site de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca et dans la section « Événements et présentations » de notre site Web www.makegoodfood.ca/fr/investisseurs : des antécédents en matière de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation négatifs, l'industrie alimentaire, y compris l'inflation actuelle dans le secteur, la dette et l'incidence de celle-ci sur la situation financière, les besoins futurs en capitaux, les inquiétudes suscitées quant au contrôle de la qualité et à la santé, la conformité réglementaire, la réglementation de l'industrie, les questions de santé publique, les rappels de produits, une atteinte à la réputation de Goodfood, les médias sociaux, les perturbations dans le transport, l'entreposage et la livraison de denrées périssables, la responsabilité associée aux produits, les activités syndicales, les tendances en matière de regroupement, la possession et la protection de la propriété intellectuelle, l'évolution du secteur d'activité, la dépendance à l'égard de la direction, les centres de distribution et les réseaux de logistique, les facteurs pouvant avoir un impact sur l'atteinte des cibles de croissance, la conjoncture économique générale et les niveaux de revenu disponible, la concurrence, la disponibilité et la qualité des matières premières, la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité des membres du personnel, les interruptions et les failles en matière de sécurité en ligne, la fiabilité des centres de données, la conformité aux modalités de licences de logiciels ouverts, le risque d'exploitation et le risque assuré, la gestion de la croissance, le nombre restreint et la gamme de produits, les conflits d'intérêts, les litiges, les coûts et la disponibilité des aliments, les sinistres catastrophiques, les risques associés aux paiements des clients et des tierces parties, le fait que la Société soit accusée de violation des droits de propriété intellectuelle d'autrui, le changement climatique et les risques liés à l'environnement, le retrait de notre certification B Corp, ainsi que l'incapacité à maintenir des normes élevées en matière de responsabilité sociale pourraient entacher notre réputation et avoir des effets défavorables sur nos activités, et les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »). Cette liste de risques susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société n'est pas exhaustive. D'autres risques que la Société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge pas importants pourraient aussi faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Bien que les déclarations prospectives contenues dans les présentes soient fondées sur des hypothèses que nous considérons comme étant raisonnables, les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier indûment puisque les résultats réels peuvent être différents de ces déclarations. Lors de la préparation des déclarations prospectives, certaines hypothèses ont été posées concernant la disponibilité des sources de financement, le rendement de l'entreprise, la conjoncture et la demande des clients.

De faibles ventes ou une confiance ébranlée du côté des consommateurs pourraient se traduire par un contexte opérationnel de plus en plus exigeant. Bien que la Société s'approvisionne essentiellement au Canada, les droits de douane peuvent augmenter le coût des biens achetés localement.

Par conséquent, toutes les déclarations prospectives contenues dans les présentes sont visées par les mises en garde qui précèdent et rien ne garantit que les résultats ou les événements prévus se réaliseront ou, même s'ils sont essentiellement réalisés, qu'ils auront les conséquences et les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou si le contexte ne l'exige autrement, les déclarations prospectives ne sont valides qu'à la date où elles sont faites, et nous déclinons toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour tenir compte de nouveaux renseignements, des événements futurs ou autrement, sauf si la loi nous y oblige

PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le tableau suivant présente les paramètres et les mesures financières non conformes aux IFRS qu'utilise la Société dans le présent rapport de gestion. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS; donc, elles pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures financières non conformes aux IFRS constituent des renseignements additionnels en complément des mesures conformes aux IFRS et permettent de mieux comprendre les résultats d'exploitation de la Société de notre point de vue. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être considérées individuellement ni perçues comme étant un substitut à une analyse de notre information financière aux termes des IFRS et elles doivent être lues conjointement avec les états financiers consolidés pour les périodes indiquées.

Paramètres	Définitions
Clients actifs	Un client actif est un client qui a passé une commande sur nos plateformes de commerce en ligne, y compris nos filiales, au cours des trois derniers mois. Pour plus de certitude, les clients actifs ne sont comptabilisés qu'une seule fois, même s'ils peuvent avoir commandé différents produits et passé plusieurs commandes au cours d'un trimestre. Bien que le paramètre des clients actifs ne constitue ni une mesure financière conforme aux IFRS ni une mesure financière non conforme aux IFRS, et que, par conséquent, il ne figure pas dans nos états financiers consolidés et qu'aucun rapprochement ne peut être fait entre ce paramètre et tout poste des états financiers consolidés de la Société, nous estimons que le paramètre des clients actifs est utile pour les investisseurs puisqu'il reflète les ventes nettes futures potentielles qui seront générées. La Société présente le nombre de clients actifs à l'ouverture et à la clôture de la période, arrondi en milliers.
BAIIA, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	<p>Le BAIIA est défini comme le bénéfice net ou la perte nette, compte non tenu des charges financières nettes, de l'amortissement et de l'impôt sur le résultat. Le BAIIA ajusté se définit comme étant le BAIIA, exclusion faite de la charge liée aux paiements fondés sur des actions, des coûts de réorganisation et autres coûts (profits) nets connexes aux termes des initiatives de réduction des coûts, de la dépréciation des stocks résultant des activités de réorganisation et des coûts d'acquisition. La marge du BAIIA ajusté se définit comme le pourcentage du BAIIA ajusté sur les ventes nettes. Le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures de rendement financier utiles pour évaluer la capacité de la Société de saisir les opportunités de croissance de façon rentable, de financer ses activités courantes et de rembourser sa dette. Ces mesures permettent également de faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure du capital est différente. Nous estimons également que ces paramètres constituent des mesures utiles de la performance financière pour évaluer les tendances sous-jacentes dans nos activités courantes, exclusion faite de la variation attribuable à l'incidence des éléments décrits ci-dessus, et facilitent la comparaison entre les périodes de présentation.</p> <p>Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS – Rapprochement » du présent rapport de gestion.</p>

Flux de trésorerie disponibles et flux de trésorerie disponibles ajustés	<p>Les flux de trésorerie disponibles s'entendent des flux de trésorerie liées aux activités d'exploitation diminuées des entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles. Cette mesure permet à la Société d'évaluer sa solidité financière et sa situation de trésorerie ainsi que la quantité de trésorerie générée et disponible pour investir dans des occasions de croissance, financer ses activités courantes et rembourser sa dette. Elle permet également de faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure du capital est différente. Les flux de trésorerie disponibles ajustés s'entendent des flux de trésorerie disponibles, exclusion faite des paiements en trésorerie effectués au titre des coûts liés aux activités de réorganisation et des coûts d'acquisition. La Société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles ajustés sont une mesure utile pour faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure du capital est différente puisqu'elle fait abstraction de la variation attribuable à l'incidence des éléments décrits ci-après. Nous estimons également que ce paramètre constitue une mesure utile de la performance financière et de la performance à l'égard de la situation de trésorerie pour évaluer les tendances sous-jacentes dans nos activités courantes, exclusion faite de la variation attribuable à l'incidence des éléments décrits ci-dessus, et facilite la comparaison entre les périodes de présentation.</p> <p>Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS – Rapprochement » du présent rapport de gestion.</p>
Ratio du total de la dette nette sur le BAIIA ajusté (aussi appelé levier net)	<p>Le ratio du total de la dette nette sur le BAIIA ajusté correspond au total de la dette nette divisé par le BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres. Le total de la dette nette comprend la composante passif des débiteures convertibles diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des titres négociables. Le BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres est obtenu en additionnant le BAIIA ajusté réel du trimestre à l'étude et des trois trimestres précédents. La Société est d'avis que le ratio du total de la dette nette sur le BAIIA ajusté est une mesure utile pour évaluer sa capacité à gérer la dette et les liquidités.</p> <p>Pour un rapprochement de cette mesure financière non conforme aux IFRS et de la mesure financière conforme aux IFRS la plus comparable, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.</p>

SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

QUI NOUS SOMMES ET NOTRE VISION

Goodfood (TSX : FOOD) est une marque canadienne de premier plan et qui offre des solutions de repas et permet la livraison de ces repas et de produits complémentaires frais facilitant pour les clients à l'échelle du Canada la dégustation de délicieux mets à la maison chaque jour. Goodfood a pour mission de créer des expériences qui suscitent de la joie et qui aident notre communauté à vivre plus longtemps sur une planète plus saine. Les clients de Goodfood ont accès à des produits uniques, frais et délicieux ainsi qu'à des prix exclusifs rendus possibles grâce à son équipe culinaire exceptionnelle ainsi qu'à ses infrastructures et technologies sans intermédiaire. Goodfood a à cœur de créer un lien entre ses fermes et fournisseurs partenaires et les cuisines de ses clients tout en éliminant le gaspillage de nourriture et les frais généraux de vente au détail onéreux.

Goodfood cherche à élargir son portefeuille en acquérant des marques et ainsi rejoindre un plus grand nombre de consommateurs dans de nouveaux secteurs verticaux. En novembre 2024, la Société a réalisé sa première acquisition, soit Genuine Tea, une société canadienne de premier plan dans le domaine du thé artisanal, laquelle lui a permis d'élargir son offre aux Canadiens, d'un océan à l'autre.

NOS ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

La principale installation de production et les bureaux administratifs de la Société sont établis à Montréal (Québec) avec des installations supplémentaires situées en Ontario et en Alberta.

Ensemble, nos installations de Montréal et de Calgary servent l'ensemble de nos clients au Canada, en phase avec notre stratégie pour l'avenir axée sur la consolidation de la marque Goodfood au moyen de nos plans de repas hebdomadaires et de nos produits prêts-à-manger de marque Goodfood. Genuine Tea dispose également d'une installation de production et d'un centre de distribution dans la Région du Grand Toronto, qui tient également lieu de bureau administratif.

Le tableau qui suit présente un résumé de nos installations d'exploitation au 21 avril 2026 :

	Nombre d'installations total	Bureaux administratifs	Centres de fabrication	Installations de traitement des commandes
Grand Montréal (Québec)	1	X	X	X
Grand Toronto (Ontario)	3	X		X
Calgary (Alberta)	1		X	X

PERSPECTIVES FINANCIÈRES

La mission première de Goodfood est de créer des expériences qui suscitent la joie et aident notre communauté à vivre plus longtemps sur une planète plus saine. L'entreprise s'attache à renforcer son offre de solutions alimentaires, notamment les prêts-à-cuisiner et les prêts-à-manger, afin de proposer une expérience culinaire unique et attrayante.

Au cours des derniers trimestres, la société a pris des mesures pour mieux adapter son offre de produits à l'évolution des préférences de ses clients. Cela passe notamment par une valorisation de l'offre grâce à des portions plus généreuses, une amélioration de la qualité, ainsi qu'un gain de praticité grâce à une préparation plus rapide des repas et à un choix élargi de plats prêts à consommer.

Notre priorité reste d'améliorer la rentabilité par unité, de générer des flux de trésorerie réguliers et d'allouer des capitaux uniquement aux initiatives qui répondent à des critères de rentabilité stricts.

La société explore également d'autres pistes de croissance, notamment une expansion sélective dans des catégories alimentaires connexes et des opportunités visant à renforcer son portefeuille de produits.

Associées à une gestion rigoureuse des coûts et à une attention constante portée à l'expérience client, ces mesures visent à renforcer le modèle opérationnel de la Société et à favoriser la création de valeur à long terme.

En plus de l'innovation en matière de produits et la relance de la demande des clients, la direction continue de s'attacher à renforcer activement le bilan et à préserver une certaine souplesse dans la gestion future de son capital.

APERÇU DE L'EXERCICE 2026

Changements au sein de la direction et du conseil d'administration

Le 20 août 2025, la Société a annoncé que Jonathan Ferrari, cofondateur, président du conseil d'administration et chef de la direction, a quitté ses fonctions de direction. Du même coup, Selim Bassoul a été nommé président du conseil d'administration. Par la suite, soit le 22 septembre 2025, Jonathan Ferrari a quitté son poste d'administrateur du conseil d'administration de la Société.

Le 11 décembre 2025, la Société a annoncé que Neil Cuggy, cofondateur, président et chef de l'exploitation, quittera ses fonctions de direction avec prise d'effet le 16 janvier 2026. M. Cuggy est demeuré

membre du conseil d'administration jusqu'à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société, qui a eu lieu le 26 février 2026.

Le 13 février 2026, la Société a annoncé la nomination de Selim Bassoul au poste de chef de la direction, avec effet immédiat. M. Bassoul a continué d'exercer les fonctions de président du conseil d'administration.

Le 3 mars 2026, la Société a annoncé la nomination d'Alberto Haddad et d'Omar Omran en tant que membres indépendants de son conseil d'administration, portant ainsi le nombre de membres du conseil à 5, dont 4 sont indépendants.

Le 17 mars 2026, la Société a annoncé la nomination de Najib Maalouf au poste de Président et chef des activités d'exploitation.

Le 18 mars 2026, la Société a annoncé que Roslane Auameur, chef de la direction financière, quitterait la Société à compter du 22 avril 2026, après la publication des prochains résultats trimestriels. Vanessa Hadida, vice-présidente des finances, a été nommée pour assumer la responsabilité de la direction financière de la Société, y compris la supervision de l'information financière et des fonctions financières connexes.

PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS – RAPPROCHEMENT

Nous présentons certains paramètres afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris des paramètres qui ne sont pas reconnus selon les IFRS. Les définitions de ces mesures financières non conformes aux IFRS sont présentées à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » qui se trouve au début du présent rapport de gestion et constituent des paramètres importants à prendre en considération pour analyser notre performance.

Clients actifs

	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les 26 semaines terminées le	
	le 7 mars 2026	le 8 mars 2025	7 mars 2026	8 mars 2025
Nombre de clients actifs à l'ouverture de la période	66 000	106 000	66 000	101 000
Variation nette du nombre de clients actifs	(7 000)	(22 000)	(7 000)	(17 000)
Nombre de clients actifs à la clôture de la période	59 000	84 000	59 000	84 000
Variation nette du nombre de clients actifs en pourcentage	(11) %	(21) %	(11) %	(17) %

Le nombre de clients actifs a diminué de 7 000 pour les périodes de 13 semaines closes le 7 mars 2026, soit une amélioration de 10 % par rapport à une baisse de 22 000 au cours du même trimestre de l'année précédente. La diminution de 7 000 clients actifs au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026 s'explique principalement par une baisse du taux de commande due à la saisonnalité des fêtes de fin d'année et à la réduction des offres marketing et des mesures incitatives.

BAlIA, BAlIA AJUSTÉ ET MARGE DU BAlIA AJUSTÉ

Le rapprochement de la perte nette avec le BAlIA, le BAlIA ajusté et la marge du BAlIA ajusté est le suivant:

(En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les périodes de 13 semaines closes les		Pour les périodes de 26 semaines closes les	
	7 mars 2026	8 mars 2025	7 mars 2026	8 mars 2025
Perte nette	(6 771)	\$ (2 388)	\$ (9 352)	\$ (4 075)
Charges financières nettes	2 156	1 856	4 232	3 287
Amortissements	1 275	1 670	2 566	3 251
Charge d'impôt sur le résultat	19	–	28	–
BAlIA	(3 321)	\$ 1 138	\$ (2 526)	\$ 2 463
Dépréciation des stocks	437	–	437	–
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	232	222	448	441
Coûts de réorganisation et autres coûts connexes	1 667	–	1 667	–
Coûts d'acquisition	–	–	–	99
BAlIA ajusté	(985)	\$ 1 360	\$ 26	\$ 3 003
Ventes nettes	22 509	\$ 30 500	\$ 50 047	\$ 65 162
Marge du BAlIA ajusté (%)	(4,4) %	4,5 %	0,1 %	4,6 %

Pour les périodes de 13 semaines closes le 7 mars 2026, la marge du BAlIA ajusté a diminué de 8,9 points de pourcentage par rapport au même trimestre de l'année dernière, principalement en raison d'une baisse de la marge brute due à la hausse des frais d'expédition, de main-d'œuvre et d'autres coûts de production résultant de la suspension temporaire imposée par l'ACIA, combinée à une baisse des ventes nettes due à l'impact de la suspension de la licence et à la diminution du nombre de Clients actifs, ce qui a entraîné une baisse du taux de commande. La baisse de la marge brute a été partiellement compensée par une diminution des frais de vente, charges générales et administratives, principalement due à une réduction des dépenses de marketing ainsi qu'à une augmentation de la taille moyenne des paniers. Dans l'ensemble, le BAlIA ajusté a diminué de 2,3 millions de dollars ce trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Pour les 26 semaines closes le 7 mars 2026, la marge du BAlIA ajusté a diminué de 4,5 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente, principalement en raison d'une baisse des Ventes nettes résultant de la suspension de la licence et d'une diminution du nombre de Clients actifs, ce qui a entraîné une baisse du taux de commande et de la marge brute, due principalement à la hausse des frais d'expédition et d'autres coûts de production. Cette baisse a été partiellement compensée par une augmentation de la valeur moyenne des paniers. Dans l'ensemble, le BAlIA ajusté a diminué de 3,0 millions de dollars par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que les Ventes nettes ont baissé de 15,1 millions de dollars. L'impact de la baisse des Ventes nettes sur le BAlIA ajusté a été partiellement compensé par la diminution des dépenses de marketing et des salaires et traitements.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES AJUSTÉS

Le rapprochement des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation avec les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles ajustés est le suivant :

(En milliers de dollars canadiens)

	Pour les périodes de 13 semaines closes les		Pour les périodes de 26 semaines closes les	
	7 mars 2026	8 mars 2025	7 mars 2026	8 mars 2025
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(2 441)	\$ (1 152)	\$ (1 085)	\$ 1 037
Entrées d'immobilisations corporelles	(11)	(265)	(54)	(453)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(130)	(147)	(246)	(321)
Flux de trésorerie disponibles	(2 582)	\$ (1 564)	\$ (1 385)	\$ 263
Paiements versés aux fins de la réorganisation et autres coûts connexes	559	–	610	–
Paiements liés aux coûts d'acquisition	–	75	–	102
Flux de trésorerie disponibles ajustés	(2 023)	\$ (1 489)	\$ (775)	\$ 365

Pour la période de 13 semaines close le 7 mars 2026, les flux de trésorerie disponibles ajustés ont diminué de 0,5 million de dollars par rapport au même trimestre de l'année précédente, principalement en raison d'une baisse de la rentabilité résultant d'une marge brute et de ventes nettes en baisse, partiellement compensée par une diminution des dépenses de marketing et une amélioration de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation, suite à une augmentation favorable des créditeurs et des charges à payer, principalement due au calendrier des paiements aux fournisseurs. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025, la Société a investi dans des travaux de mise en conformité avec les normes de sécurité incendie dans l'entrepôt de Montréal, ce qui a entraîné une hausse des entrées d'immobilisations corporelles par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2026.

Pour la période de 26 semaines close le 7 mars 2026, les flux de trésorerie disponibles ajustés ont diminué de 1,1 million de dollars par rapport à la même période de l'année précédente, principalement en raison d'une baisse de la rentabilité résultant d'une diminution des ventes nettes et de la marge brute, partiellement compensée par une baisse des dépenses de marketing et une amélioration de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation résultant d'un calendrier favorable des paiements aux fournisseurs. De plus, au cours de l'exercice 2025, la Société a investi dans des travaux de mise en conformité avec les normes de sécurité incendie dans l'entrepôt de Montréal, ce qui a entraîné une hausse des entrées d'immobilisations corporelles par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2026.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION – DEUXIÈME TRIMESTRE DES EXERCICES 2026 ET 2025

Le tableau suivant présente les composantes des états consolidés résumés intermédiaires du résultat net et du résultat global de la Société :

(En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages)

Pour les périodes de 13 semaines closes les	7 mars 2026	8 mars 2025	(en \$)	(en %)
Ventes nettes	22 509	\$ 30 500	\$ (7 991)	\$ (26) %
Coût des marchandises vendues	15 611	17 502	(1 891)	(11) %
Bénéfice brut ⁽¹⁾	6 898	\$ 12 998	\$ (6 100)	\$ (47) %
Marge brute ⁽¹⁾⁽²⁾	30,6 %	42,6 %	s.o.	(12,0) p.p.
Frais de vente, charges générales et administratives	8 552	11 860	(3 308)	(28) %
Amortissements	1 275	1 670	(395)	(24) %
Coûts de réorganisation et autres coûts connexes	1 667	–	1 667	s.o.
Charges financières nettes	2 156	1 856	300	16 %
Perte avant impôt sur le résultat	(6 752)	\$ (2 388)	\$ (4 364)	\$ 183 %
Charge d'impôt sur le résultat	19	–	19	s.o.
Perte nette, représentant le résultat global	(6 771)	(2 388)	(4 383)	184 %
Perte par action de base et diluée	(0,07)	\$ (0,03)	\$ (0,04)	\$ 133 %

(1) Le bénéfice brut et la marge brute pour les périodes de 13 semaines closes le 7 mars 2026 incluent une dépréciation des stocks de 0,4 million de dollars (8 mars 2025 – néant).

(2) La marge brute est définie comme le bénéfice brut divisé par les ventes nettes.

ANALYSE DES ÉCARTS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2026 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2025

- La baisse des ventes nettes s'explique par la diminution du nombre de clients actifs, qui a entraîné une baisse des commandes, combinée à la suspension temporaire de l'ACIA au deuxième trimestre 2026, partiellement compensée par une augmentation de la valeur moyenne des commandes. La diminution du nombre de clients actifs s'explique principalement par la suspension de l'ACIA et par la réduction des offres de marketing et des mesures incitatives.
- La baisse du bénéfice brut est principalement due à la diminution des ventes nettes ainsi qu'à la hausse des frais d'expédition, de main-d'œuvre et des autres coûts de production, principalement liée à la suspension temporaire de l'ACIA. Cette baisse a été partiellement compensée par une augmentation de la valeur moyenne des commandes par rapport au même trimestre de l'année précédente. La marge brute a diminué de 12 points de pourcentage, principalement en raison des coûts liés à la suspension temporaire de l'ACIA et d'une moindre absorption des coûts fixes, partiellement compensés par l'augmentation de la valeur moyenne des commandes.
- La baisse des frais de vente, charges générales et administratives est principalement due à la diminution des dépenses de marketing et des salaires et traitements. Les frais de vente, charges générales et administratives en pourcentage des ventes nettes ont diminué de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 38,0 %, contre 38,9 % au même trimestre de l'année précédente, principalement en raison de la baisse des dépenses de marketing, partiellement compensée par la baisse des ventes nettes.
- Les coûts de réorganisation et autres coûts connexes au deuxième trimestre de l'exercice 2026 sont principalement liés aux coûts de licenciement des employés.

- L'augmentation de la perte nette est principalement due à une baisse de la rentabilité résultant de la diminution des ventes nettes et du bénéfice brut, combinée aux coûts de réorganisation, partiellement compensée par la baisse des frais de vente, charges générales et administratives.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION – PERIODES CUMULÉES DE L'EXERCICE 2026 ET 2025

Le tableau suivant présente les éléments des états consolidés résumés intermédiaires du résultat net et du résultat global de la Société :

(En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages)

Pour les périodes de 26 semaines closes les	7 mars 2026	8 mars 2025	(\$)	(%)
Ventes nettes	50 047 \$	65 162 \$	(15 115) \$	(23) %
Coût des marchandises vendues	31 503	38 443	(6 940)	(18) %
Bénéfice brut ⁽¹⁾	18 544 \$	26 719 \$	(8 175) \$	(31) %
Marge brute ^{(1) (2)}	37,1 %	41,0 %	N/A	(3,9) p.p.
Frais de vente, charges générales et administratives	19 403	24 256	(4 853)	(20) %
Amortissements	2 566	3 251	(685)	(21) %
Coûts de réorganisation et autres coûts connexes	1 667	–	1 667	s.o.
Charges financières nettes	4 232	3 287	945	29 %
Perte avant impôt sur le résultat	(9 324)	(4 075)	(5 249)	129 %
Charge d'impôt sur le résultat	28	–	28	s.o.
Perte nette, représentant le résultat global	(9 352) \$	(4 075) \$	(5 277) \$	129 %
Perte par action de base et diluée	(0,09) \$	(0,05) \$	(0,04) \$	80 %

(1) Le bénéfice brut et la marge brute pour les périodes de 26 semaines closes le 7 mars 2026 incluent une dépréciation des stocks de 0,4 million de dollars (contre néant au 8 mars 2025).

(2) La marge brute est définie comme le bénéfice brut divisé par les ventes nettes.

ANALYSE DES ÉCARTS POUR L'EXERCICE 2026 À CE JOUR PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2025 À CE JOUR

- La baisse des ventes nettes s'explique par la diminution du nombre de clients actifs, qui a entraîné une baisse des commandes, combinée à la suspension temporaire de l'ACIA au deuxième trimestre 2026, partiellement compensée par une augmentation de la valeur moyenne des commandes. La diminution du nombre de clients actifs s'explique principalement par la réduction des offres marketing et des incitations, combinée à la suspension temporaire de l'ACIA au deuxième trimestre 2026.
- La baisse du bénéfice brut s'explique principalement par une diminution des Ventes nettes ainsi que par une hausse des frais d'expédition, de main-d'œuvre et des autres coûts de production, principalement due à la suspension temporaire de l'ACIA. Cette baisse a été partiellement compensée par une diminution des incitations en pourcentage des Ventes nettes ainsi que par une augmentation de la valeur moyenne des commandes par rapport à la même période de l'année dernière. La marge brute a diminué de 3,9 points de pourcentage, principalement en raison de la hausse des frais d'expédition, de la main-d'œuvre et des autres coûts de production, induite par la suspension temporaire de l'ACIA, combinée à une moindre absorption des coûts fixes, partiellement compensée par une valeur moyenne des commandes plus élevée.
- La baisse des frais de vente, charges générales et administratives est principalement due à la diminution des dépenses de marketing et des salaires et traitements. Les frais de vente, charges générales et administratives en pourcentage des ventes nettes ont augmenté de 1,6 points de

pourcentage, passant de 37,2 % à 38,8 %, principalement en raison de l'absorption des coûts fixes due à la baisse des ventes nettes.

- Les coûts de réorganisation et autres coûts connexes de l'exercice 2026 sont principalement liés aux coûts de licenciement des employés.
- L'augmentation des charges financières nettes est principalement due à une baisse de la juste valeur des titres négociables.
- L'augmentation de la perte nette est principalement due à une baisse de la rentabilité résultant de la diminution des ventes nettes et du bénéfice brut, combinée aux coûts de réorganisation, partiellement compensée par la baisse des frais de vente, charges générales et administratives.

SITUATION FINANCIÈRE

Le tableau suivant présente les principaux écarts dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière de la Société :

(en milliers de dollars canadiens)

Au	7 mars 2026	6 septembre 2025	Écart	Principaux éléments
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 382 \$	12 345 \$	(4 963) \$	Principalement en raison des versements d'intérêts sur les débetures, des loyers et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, qui ont diminué en raison d'une rentabilité moindre
Titres négociables	2 046	3 425	(1 379)	En raison des pertes liées à la réévaluation de la juste valeur des titres négociables
Immobilisations corporelles	5 199	6 230	(1 031)	Principalement en raison de l'amortissement
Actifs au titre de droits d'utilisation	5 183	6 225	(1 042)	Principalement en raison de l'amortissement
Créditeurs et charges à payer	14 692	13 683	1 009	Principalement en raison des coûts liés aux licenciements
Obligations découlant de contrats de location, y compris la tranche à court terme	9 362	10 933	(1 571)	Principalement en raison des paiements de location récurrents

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Cette section examine les sources de liquidité de la Société et ses divers instruments financiers, y compris ses titres de créance.

STRUCTURE DU CAPITAL

(En milliers de dollars canadiens, sauf les ratios)

	7 mars 2026	8 mars 2025
Débetures convertibles, solde de la composante passif, y compris la tranche à court terme	41 870 \$	46 186 \$
Total de la dette	41 870	46 186
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 382	17 383

Titres négociables	2 046	1 721
Total de la dette nette ⁽¹⁾	32 442	27 082
BAIIA ajusté (douze derniers mois) ⁽¹⁾	3 116	7 071
Ratio du total de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁽¹⁾	10,41	3,83

¹⁾ Pour une définition de ces mesures financières non conformes aux IFRS, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

Le total de la dette nette de la Société a augmenté de 5,4 millions de dollars et son ratio total de la dette nette/BAIIA ajusté s'est établi à 10,41, contre 3,83 l'année dernière. Cette évolution s'explique principalement par la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la Société, ainsi que par le BAIIA, sous l'effet d'une baisse des ventes nettes et de la marge brute .

GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion de sa structure du capital, l'objectif de la Société consiste à faire en sorte que ses liquidités soient suffisantes pour financer ses activités et sa croissance, et offrir des rendements du capital investi concurrentiels. La Société a défini son capital comme étant la dette, le cas échéant, la composante passif de ses débetures convertibles et les capitaux propres négatifs, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des titres négociables.

La Société n'est pas assujettie à des clauses restrictives puisqu'elle n'a aucune dette impayée envers un prêteur.

Dans le cadre de la gestion de sa structure du capital, la Société surveille le rendement tout au long de l'exercice afin de s'assurer que les besoins prévus en matière de fonds de roulement et les dépenses d'investissement sont financés à même les activités d'exploitation et la trésorerie disponible. La Société gère la structure de son capital et peut y apporter des ajustements pour soutenir sa stratégie d'entreprise générale ou pour s'adapter à l'évolution de la conjoncture économique et des risques. Afin de préserver ou d'ajuster sa structure de capital, la Société émet de nouvelles actions, émet de nouveaux titres d'emprunt ou réduit le montant de la dette existante.

La Société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles ajustés positifs pour sept des dix derniers trimestres, ce qui lui procure de la souplesse au niveau de la structure du capital pour financer ses activités et ses dépenses d'investissement.

Au cours de l'exercice 2025, la Société a investi 3,0 millions de dollars dans le Bitcoin au moyen d'un FNB au comptant. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de création de valeur à long terme de la Société, puisqu'elle constitue une couverture contre l'inflation et la dépréciation des devises, tout en renforçant l'engagement de Goodfood envers la résilience financière et l'innovation.

Afin de gérer sa structure du capital, la Société a l'option de racheter les débetures de 2027 au moyen d'actions ordinaires, conformément au droit de rachat de 2027 lors de leur arrivée à maturité. À la date de publication du présent rapport de gestion, la Société devrait émettre environ 151 millions d'actions ordinaires pour racheter les débetures de 2027 si elles sont réglées en actions ordinaires à la date d'échéance du 31 mars 2027.

FLUX DE TRÉSORERIE

Un résumé des flux de trésorerie nets par activité pour les périodes de 13 semaines closes le 7 mars 2026 et le 8 mars 2025 est présenté ci-dessous :

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les périodes de 13 semaines closes les	7 mars 2026	8 mars 2025	Variation
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ⁽¹⁾	(2 441) \$	(1 152) \$	(1 289) \$
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(3)	(1 730)	1 727
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 965)	(998)	(967)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4 409) \$	(3 880) \$	(529) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	11 791	21 263	(9 472)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	7 382 \$	17 383 \$	(10 001) \$

(1) Les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation comprennent une variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 1,0 million de dollars (8 mars 2025 – variation négative de 2,5 millions de dollars).

	Variation défavorable (↓) de 1,3 million de dollars
Activités d'exploitation	Principalement attribuable à une baisse de la rentabilité résultant d'une marge brute et de ventes nettes en baisse, partiellement compensée par une variation favorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation résultant d'une augmentation favorable des créditeurs et des charges à payer, principalement due au calendrier des paiements.
	Variation favorable (↑) de 1,7 million de dollars
Activités d'investissement	Principalement attribuable aux placements dans des titres négociables au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025.
	Variation défavorable (↓) de 1,0 million de dollars
Activités de financement	Principalement attribuable à la hausse de l'intérêt versé sur les débetures au cours de l'exercice 2026 en raison du calendrier des paiements d'intérêts.

Un résumé des flux de trésorerie nets par activité pour les 26 semaines closes le 7 mars 2026 et le 8 mars 2025 est présenté ci-dessous :

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les périodes de 26 semaines closes les	7 mars 2026	8 mars 2025	Variation
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ⁽¹⁾	(1 085) \$	1 037 \$	(2 122) \$
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	85	(3 464)	3 549
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(3 963)	(4 200)	237
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4 963) \$	(6 627) \$	1 664 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	12 345	24 010	(11 665)

Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	7 382	\$	17 383	\$	(10 001)	\$
--	--------------	----	--------	----	----------	----

(1) Les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation comprennent une variation de 1,3 million de dollars des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation (8 mars 2025 – variation négative de 1,8 million de dollars).

Activités d'exploitation	Variation défavorable (↓) de 2,1 millions de dollars
	Principalement attribuable à la baisse des ventes nettes et à la baisse de la marge brute, partiellement compensée par une variation favorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation résultant d'une augmentation favorable des créiteurs et des charges à payer, principalement due au calendrier des paiements.
Activités d'investissement	Variation favorable (↑) de 3,5 millions de dollars
	Principalement attribuable aux placements dans des titres négociables et à l'acquisition de Genuine Tea au cours de l'exercice 2025.
Activités de financement	Variation favorable (↑) de 0,2 million de dollars
	Principalement attribuable au remboursement de la dette au cours de l'exercice 2025, partiellement contrebalancé par une hausse des intérêts versés sur les débentures au cours de l'exercice 2026.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Débentures de 2028

Le 6 février 2023, la Société a émis 12 675 débentures subordonnées non garanties convertibles (les « débentures de 2028 ») au prix de 1 000 \$ la débenture, pour un produit brut de 12,7 millions de dollars. Les débentures de 2028 échéant le 6 février 2028 (la « **date d'échéance de 2028** ») portent intérêt au taux annuel fixe de 12,5 %. La tranche en intérêts pour la période allant de la date d'émission à février 2025 a été ajoutée au montant en capital semestriellement et elle est convertible à un prix égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires à la TSX pour les cinq (5) jours de bourse consécutifs se terminant à la date à laquelle la tranche en intérêts devient exigible, majorée d'une prime de 50 %. À compter du 6 février 2025 et jusqu'à la date d'échéance de 2028, la tranche en intérêts sera payable semestriellement en trésorerie à terme échu le 6 février et le 6 août de chaque année.

Les débentures de 2028 peuvent être converties en actions ordinaires de la Société, au gré du porteur, en tout temps avant la fermeture des bureaux à la première des deux dates suivantes : le dernier jour ouvrable précédant immédiatement la date d'échéance de 2028 ou le dernier jour ouvrable précédant immédiatement la date fixée pour le rachat par la Société, au prix de 0,75 \$ (le « **prix de conversion de 2028** ») par action ordinaire.

À compter du 6 février 2026, Goodfood pourra racheter la partie non convertie d'une débenture de 2028 à un montant équivalent au capital et aux intérêts courus plus un taux de rendement interne pour le détenteur correspondant à 18 % pour la période au cours de laquelle cette débenture aura été en cours. Les détenteurs peuvent exiger un rachat selon les mêmes modalités à la suite d'un changement de contrôle de la Société.

Les débentures de 2028 sont des obligations directes, subordonnées et non garanties de la Société, prenant rang après toute dette de premier rang de la Société, y compris la facilité de crédit de la Société,

et de rang égal entre elles et avec toute autre dette subordonnée non garantie actuelle ou future de la Société, dans la mesure où elles sont subordonnées aux mêmes conditions.

Un montant de 0,2 million de dollars, déduction faite des coûts d'émission et de l'impôt différé, a été comptabilisé au titre de l'option de conversion dans les capitaux propres négatifs. Le taux d'intérêt effectif des débetures de 2028, qui prend en compte les frais d'émission de débetures, s'élève à 13,5 %.

Au 7 mars 2026, 12 675 débetures de 2028 (12 675 débetures au 6 septembre 2025) étaient en cours au prix de 1 000 \$ la débeture.

Débetures de 2027

Le 11 février 2022, la Société a émis 30 000 débetures subordonnées non garanties convertibles (les « **débetures de 2027** ») au prix de 1 000 \$ la débeture, pour un produit brut de 30 millions de dollars. Les débetures de 2027 qui viennent à échéance le 31 mars 2027 (la « **date d'échéance de 2027** ») portent intérêt au taux annuel fixe de 5,75 %, payable semestriellement à terme échu le 31 mars et le 30 septembre de chaque année à compter du 30 septembre 2022.

Les débetures de 2027 peuvent être converties en actions ordinaires de la Société, au gré du porteur, en tout temps avant la fermeture des bureaux à la première des deux dates suivantes : le dernier jour ouvrable précédant immédiatement la date d'échéance de 2027 ou le dernier jour ouvrable précédant immédiatement la date fixée pour le rachat par la Société, au prix de conversion de 4,60 \$ (le « **prix de conversion de 2027** ») par action ordinaire.

À compter du 31 mars 2025 et avant le 31 mars 2026, la Société pourra racheter les débetures à son gré, en totalité ou en partie, à un prix correspondant au capital des débetures de 2027 majoré de l'intérêt couru et impayé (le « **droit de rachat de 2027** »), pourvu que le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la TSX pendant les 20 jours de bourse consécutifs ayant précédé la date à laquelle l'avis de rachat est donné corresponde à au moins 125 % du prix de conversion de 2027. À compter du 31 mars 2026 et avant la date d'échéance de 2027, les débetures de 2027 pourront être rachetées en trésorerie ou en actions ordinaires, en totalité ou en partie, au gré de la Société, à un prix correspondant au capital des débetures majoré de l'intérêt couru et impayé.

Advenant un changement de contrôle, la Société sera tenue de faire un paiement aux porteurs des débetures de 2027 selon les termes de la « prime d'indemnisation » énoncés dans l'acte de fiducie des débetures de 2027.

Un montant de 4,5 millions de dollars, déduction faite des coûts d'émission et de l'impôt différé, a été comptabilisé au titre de l'option de conversion dans les capitaux propres négatifs. Le taux d'intérêt effectif des débetures de 2027, qui prend en compte les frais d'émission de débetures, s'élève à 12,6 %.

Au 7 mars 2026, 29 046 débetures de 2027 (29 046 débetures au 6 septembre 2025) étaient en cours au prix de 1 000 \$ la débeture.

ACTIONS ORDINAIRES

Les opérations qui ont eu lieu au cours des périodes de 13 semaines et 26 semaines closes le 7 mars 2026 étaient les suivantes:

	13 semaines	26 semaines
Options d'achat d'actions exercées	–	21 144
Actions ordinaires émises à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	10 497	21 144
Acquisition d'unités d'actions restreintes et actions ordinaires émises	675 135	891 770
Acquisition d'unités d'actions aux termes du régime d'achat d'actions pour les employés et actions ordinaires émises	39 710	63 046

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente les principales données financières trimestrielles des huit derniers trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre de clients actifs, les données par action et les données en pourcentage)

	Exercice 2026		Exercice 2025				Exercice 2024	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Clients actifs ¹⁾	59 000	66 000	66 000	76 000	84 000	106 000	101 000	105 000
Ventes nettes	22 509 \$	27 538 \$	25 034 \$	30 683 \$	30 500 \$	34 662 \$	34 063 \$	38 561 \$
Bénéfice brut	6 898	11 646	10 087	13 593	12 998	13 721	12 991	16 949
Marge brute ³⁾	30,6 %	42,3 %	40,3 %	44,3 %	42,6 %	39,6 %	38,1 %	44,0 %
(Perte nette) bénéfice net	(6 771) \$	(2 581) \$	(4 074) \$	54 \$	(2 388) \$	(1 687) \$	(3 160) \$	307 \$
Charges financières nettes	2 156	2 076	1 124	964	1 856	1 431	1 476	1 213
Amortissements	1 275	1 291	1 373	1 333	1 670	1 581	1 879	1 729
Charge (recouvrement) d'impôt	19	9	(15)	25	—	—	—	—
BAIIA ¹⁾	(3 321)	795	(1 592)	2 376	1 138	1 325	195	3 249
Dépréciation des Stocks	437	—	—	—	—	—	—	—
Paiements fondés sur des actions	232	216	240	263	222	219	231	310
Coûts nets de réorganisation et autres coûts nets connexes	1 667	—	1 789	—	—	—	34	—
Coûts d'acquisition	—	—	—	14	—	99	49	—
BAIIA ajusté ¹⁾	(985) \$	1 011 \$	437 \$	2 653 \$	1 360 \$	1 643 \$	509 \$	3 559 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	(4,4) %	3,7 %	1,7 %	8,6 %	4,5 %	4,7 %	1,5 %	9,2 %
(Perte) bénéfice de base et dilué(e) par action ²⁾	(0,07) \$	(0,03) \$	(0,04) \$	0,00 \$	(0,03) \$	(0,02) \$	(0,05) \$	0,00 \$

¹⁾ Pour une définition de ces mesures financières non conformes aux IFRS, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

²⁾ La somme de la (perte) bénéfice de base et dilué(e) par action par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la (perte) bénéfice de base et dilué(e) par action depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

³⁾ La marge brute est définie comme le bénéfice brut divisé par les ventes nettes.

Les variations des ventes nettes d'un trimestre à l'autre sont attribuables à différents facteurs, notamment les suivants :

- le caractère saisonnier, lequel est le plus manifeste au deuxième trimestre en raison de la saison des Fêtes et au quatrième trimestre en raison de la saison estivale, lorsque le nombre de clients actifs est moins élevé et que les taux de commandes sont moindres;
- les incidences de la conjoncture économique, qui ont causé une modification du comportement des clients;
- les campagnes de marketing et les incitatifs aux clients;
- les fluctuations liées à l'inflation.

Les variations de la (perte nette) du bénéfice net d'un trimestre à l'autre s'expliquent par différents facteurs, notamment les suivants :

- le caractère saisonnier, lequel est le plus manifeste au quatrième trimestre en raison de la saison estivale et au deuxième trimestre en raison de la saison des Fêtes, lorsque le nombre de clients actifs est moins élevé et que les taux de commandes sont moindres, ce qui peut donner lieu à des marges d'exploitation réduites;
- les incidences de la conjoncture économique, qui ont causé des pressions inflationnistes, contrées en partie par des hausses du prix des paniers;
- les campagnes de marketing et les incitatifs aux clients;

TENDANCES ET CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS

Les ventes nettes et les charges sont touchées par le caractère saisonnier des activités. Au cours de la saison des Fêtes et de la saison estivale, la Société s'attend généralement à une baisse de ses ventes nettes étant donné qu'une plus haute proportion de ses clients choisit de suspendre la livraison de leur panier. La Société s'attend généralement à ce que le nombre de clients actifs soit plus modeste au cours de ces périodes. Lors des périodes de temps particulièrement rude ou doux, la Société prévoit que les coûts d'emballage soient plus élevés du fait de l'emballage supplémentaire nécessaire pour maintenir la fraîcheur et la qualité de la nourriture.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte imprévue si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour réduire la probabilité que cette exposition se traduise par une perte. L'exposition de la Société au risque de crédit est principalement attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie, aux titres négociables, aux débiteurs et autres montants à recevoir et aux créances locatives. La plupart des ventes nettes de la Société sont payées avant la livraison et, par conséquent, la principale exposition au risque de crédit lié aux ventes nettes provient du fournisseur de traitement de paiements. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers. La direction est d'avis que ce risque de crédit est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières en Amérique du Nord et avec un fournisseur de traitement de paiements reconnu internationalement. Pour couvrir son risque de crédit lié aux créances locatives, la Société détient des garanties à l'égard de ses preneurs sous la forme de dépôts et effectue des analyses de crédit avant de conclure un contrat.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Puisque la Société n'a plus de dette impayée et que les taux d'intérêt sur les débetures sont fixes, la Société n'est pas exposée au risque de fluctuation des flux de trésorerie futurs lié aux taux d'intérêt. La Société est uniquement exposée au risque de fluctuation de la juste valeur lié aux taux d'intérêt des débetures.

RISQUE DE MARCHÉ

La Société a investi dans des titres négociables qui se composent d'un placement liquide en Bitcoins effectué par l'intermédiaire d'un fonds négocié en bourse (« FNB ») au comptant non couvert en devises. Ils sont évalués à la juste valeur à l'aide de données d'entrée de niveau 1. Les profits et pertes réalisés et latents sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

L'investissement de la Société est réalisé par l'intermédiaire d'un FNB au comptant dont la valeur est directement liée au cours de marché du Bitcoin. En conséquence, la Société est exposée aux risques inhérents à la détention d'un actif dont la valeur découle des cours des cryptomonnaies. Les cours des cryptomonnaies sont très volatils et sont influencés par de nombreux facteurs largement indépendants de la volonté de la Société, notamment la dynamique mondiale de l'offre et de la demande, les taux d'intérêt, les taux de change, l'inflation ou la déflation, l'évolution de la réglementation et les conditions politiques et économiques générales. La rentabilité et la situation financière de la Société sont sensibles au cours actuel et futur du Bitcoin. Une baisse significative du cours du Bitcoin pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Selon la juste valeur des titres négociables au 7 mars 2026, une variation de 10 % du cours du marché représenterait une exposition au risque de prix de 0,2 million \$.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité découle de l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins en matière d'exploitation. La Société prépare ses budgets et ses prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

La Société contrôle le risque associé à un manque de fonds en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels et les dates d'échéance des passifs et engagements financiers existants, et elle gère activement son capital de façon à disposer de liquidités suffisantes pour financer ses charges générales et administratives, son fonds de roulement et ses dépenses d'investissement globales.

Pour gérer son risque de liquidité, la Société assure une révision constante de son exploitation et de l'ensemble de ses opérations pour réaliser des gains d'efficacité afin de jeter les bases qui permettront de générer des flux de trésorerie positifs et une croissance rentable à long terme.

Des facteurs économiques, financiers et relatifs à la concurrence future, de même que d'autres événements futurs sur lesquels la Société n'a aucun contrôle, pourraient influencer sur cette appréciation. L'appréciation que fait la direction de la liquidité pourrait s'en ressentir si la performance opérationnelle est inférieure à celle qui a été utilisée dans les prévisions de flux de trésorerie.

Veillez vous reporter à la section « Base de présentation » du présent rapport de gestion pour une analyse de la continuité d'exploitation.

Le tableau suivant présente les montants dus aux échéances contractuelles des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés aux dates indiquées :

	7 mars 2026				
	Valeur comptable totale	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	14 692 \$	14 692 \$	14 692 \$	- \$	- \$
Débiteures, composante passif ¹⁾	41 870	50 808	3 575	47,233	-
Obligations découlant de contrats de location, y compris la tranche à court terme	9 362	11 040	3 863	7 013	164
	65 924 \$	76 540 \$	22 130 \$	54 246 \$	164 \$

	6 septembre 2025				
	Valeur comptable totale	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	13 683 \$	13 683 \$	13 683 \$	– \$	– \$
Débiteures, composante passif ¹⁾	40 871	52 791	3 776	49 015	–
Obligations découlant de contrats de location, y compris la partie courante	10 933	12 636	3 877	8 390	369
	65 487 \$	79 110 \$	21 336 \$	57 405 \$	369 \$

¹⁾ Suppose un règlement en trésorerie. La Société peut choisir de racheter ses 29 046 débiteures de 2027 en actions ordinaires à l'échéance le 31 mars 2027. À la date de publication de ce rapport de gestion, la Société devrait émettre environ 151 millions d'actions ordinaires pour racheter les débiteures de 2027 si elles sont réglées en actions ordinaires à leur date d'échéance, conformément au droit de rachat de 2027 et sous réserve de l'approbation des actionnaires, si celle-ci est requise.

RISQUE D'ENTREPRISE

Il y a lieu de consulter la notice annuelle de la Société pour la période de 52 semaines close le 6 septembre 2025 que l'on retrouve sur le site de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca et dans la section « Événements et présentations » de notre site Web www.makegoodfood.ca/fr/investisseurs pour une analyse plus poussée des facteurs de risque d'entreprise.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres négociables, les débiteurs et autres montants à recevoir, les créditeurs et charges à payer, la composante passif des débiteures convertibles et les autres passifs non courants, à l'exception des passifs d'impôt différé.

POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

La Société investit son excédent de trésorerie dans des placements comportant diverses échéances choisies en fonction du calendrier prévu des placements ou des dépenses devant être engagées pour les activités poursuivies. Il est actuellement dans un compte d'épargne qui génère des intérêts.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société a mis en place un régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») afin d'attirer et de retenir les membres du personnel, les consultants, les dirigeants et les administrateurs. Le régime d'options sur actions prévoit l'attribution d'options visant l'achat d'actions ordinaires. À tout moment, le nombre d'options sur actions réservées en vue de leur émission équivaut à 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société, diminué de toutes les actions réservées pour émission aux termes du régime d'unités d'actions restreintes. Selon le régime d'options sur actions, les droits liés aux options sont généralement acquis sur une période de trois ou de quatre ans et expirent huit ans après la date d'attribution.

La Société a mis en place un régime d'unités d'actions restreintes (le « régime d'UAR ») afin d'attirer et de retenir les membres du personnel, les dirigeants et les administrateurs. Le régime d'UAR offrira un nombre maximum d'actions ordinaires disponibles et réservées en vue de leur émission qui équivaut à 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société, diminué de toutes les actions réservées en vue de leur émission aux termes du régime d'options d'achat d'actions. Selon le régime d'UAR, les droits liés aux unités d'actions restreintes sont généralement acquis sur une période de trois ans.

Un régime d'achat d'actions pour les employés (le « **RAAE** ») a été mis en place pour attirer et fidéliser les employés et les administrateurs. Aux termes de ce régime, les employés et les administrateurs peuvent cotiser de 1 % à 5 % de leur revenu admissible, jusqu'à un maximum de 10 000 \$ sur une base annuelle, pour acheter des actions de la Société. De son côté, la Société offre une cotisation équivalant à 50 % de la cotisation personnelle du participant. Les actions achetées avec la cotisation de la Société sont acquises deux ans après la date de la cotisation. Toutes les cotisations sont utilisées par le fiduciaire du régime pour acheter des actions sur le marché libre, au nom des employés.

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Au	21 avril 2026	7 mars 2026	6 septembre 2025
Actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	99 517 432	99 519 460	98 591 259
Débetures en cours ^{(2) (3)}	23 214 348	23 214 348	23 214 348
Options sur actions en circulation	2 935 441	2 935 441	3 924 712
Options sur actions exerçables	1 935 441	1 920 163	2 752 232
Unités d'actions restreintes en cours	1 573 566	1 581 870	3 237 363

(1) Au 21 avril 2026 et au 7 mars 2026, 598 829 et 596 800 actions ordinaires détenues en fiducie par l'entremise du régime d'achat d'actions pour les employés (6 septembre 2025 – 525 085 actions ordinaires) étaient exclues du nombre d'actions ordinaires en circulation.

(2) Au 21 avril 2026 et au 7 mars 2026, 29 046 débetures 2027 (29 046 débetures au 6 septembre 2025) étaient en cours, convertibles en 6 314 348 actions ordinaires de la Société, respectivement, au prix de conversion de 4,60 \$. Il y a lieu de se reporter au paragraphe « Dette » de la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

(3) Au 21 avril 2026 et au 7 mars 2026, 12 675 débetures de 2028 (6 septembre 2025 – 12 675) étaient en circulation, convertibles en 16 900 000 actions ordinaires de la Société, respectivement, au prix de conversion de 0,75 \$. Il y a lieu de se reporter au paragraphe « Dette » de la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société n'a qu'un secteur isolable étant donné que ses principales activités s'articulent autour du développement et de la prestation de service sur le marché des prêts-à-cuisiner et des produits d'épicerie complémentaires en ligne.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDE

Depuis sa constitution en personne morale, la Société n'a versé aucun dividende sur ses actions ordinaires. La Société a pour politique de conserver le bénéfice futur pour assurer le financement de sa croissance. Il revient uniquement au conseil de la Société de déterminer si des dividendes devraient être versés dans l'avenir et cette décision sera tributaire de la situation financière de la Société, de ses résultats d'exploitation, de ses besoins futurs en capitaux et d'autres facteurs que le conseil jugerait pertinents.

JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

L'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les jugements, estimations et hypothèses importants de la Société sont les mêmes que ceux qui ont été appliqués aux états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 6 septembre 2025.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément au Règlement 52-109, *Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a produit des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière (les « **dirigeants signataires** ») qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception des contrôles et procédures de communication de l'information (« **CPCI** ») ainsi que sur la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« **CIIF** »).

CHANGEMENTS APPORTÉS AUX CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026, aucun changement n'est survenu dans les CIIF de la Société qui a eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.